



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 57.625/2
du 1^{er} juillet 2015

advies 57.625/2
van 1 juli 2015

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
des dispositions diverses
Intérieur'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse bepalingen
Binnenlandse Zaken'

Le 3 juin 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant des dispositions diverses Intérieur'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 1^{er} juillet 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Les rapports ont été présentés par Patrick RONVAUX, premier auditeur et Laurence VANCRAVEBECK, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 1^{er} juillet 2015.

*

Op 3 juni 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 1 juli 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

De verslagen waren uitgebracht door Patrick RONVAUX, eerste auditeur en Laurence VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 1 juli 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 3

1. Tel qu'il est rédigé, l'article 2bis en projet de la loi du 8 août 1983 'organisant un Registre national des personnes physiques' ne concerne pas uniquement les personnes de nationalité étrangère, alors que, selon l'exposé des motifs, l'intention est de ne viser que les personnes étrangères qui ont un titre de séjour spécial en vertu de diverses conventions internationales.

Par ailleurs, toujours selon l'exposé des motifs, l'objectif poursuivi est d'éviter les doubles mentions. Or, le dispositif en projet n'exclut pas que des personnes, même de nationalité étrangère, soient à la fois visées par l'article 2bis en projet et inscrites dans les registres de la population.

L'auteur de l'avant-projet s'interrogera sur le point de savoir s'il ne convient pas soit de mieux circonscrire les catégories de personnes visées à l'article 2bis de manière à éviter qu'y soient visées les personnes qui sont inscrites dans les registres visés à l'article 2, soit de modifier les dispositions légales relatives aux registres de la population afin que ne puissent plus y être inscrites les personnes visées à l'article 2bis¹.

Enfin la question se pose de savoir si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est de viser également les fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne dont la mention dans les registres de la population est prévue par l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 'relatif aux registres de la population et au registre des étrangers'.

2. Tels qu'ils sont rédigés, les textes formant les deuxième et troisième tirets de l'article 2bis, alinéa 1^{er}, en projet peuvent être lus, même si ce ne peut être l'intention, comme

¹ Le « titre de séjour spécial » dont il est question dans l'exposé des motifs est en effet délivré conformément à l'arrêté royal du 30 octobre 1991 'relatif aux documents de séjour en Belgique de certains étrangers', lequel a pour fondement légal les articles 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et 12 de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'. L'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de cette loi prévoit que :

« [...] sont de plein droit admis à séjourner plus de trois mois dans le Royaume :

1° l'étranger dont le droit de séjour est reconnu par un traité international, par une loi ou par un arrêté royal ».

Or, en vertu de l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 19 juillet 1991 'relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques', sont inscrits aux registres de la population, notamment « les étrangers admis ou autorisés à séjourner plus de trois mois dans le Royaume ».

conférant un statut diplomatique à tous les membres du personnel et agents qui y sont mentionnés.

Afin d'éviter cette difficulté, les virgules qui encadrent chaque fois les mots « qui jouissent du statut diplomatique » seront omises.

3. Aux deuxième et septième tirets de l'article 2*bis* en projet, la notion de « personeelsleden » correspond, dans la version française de l'avant-projet, aux mots « membres du personnel », alors qu'au troisième tiret cette notion correspond à celle d'« agents ».

La terminologie sera harmonisée tout en veillant à éviter les doubles emplois quant aux différentes catégories de personnes énumérées.

4. Selon l'exposé des motifs

« Le fait d'être mentionné au Registre national ne permet en aucun cas de pouvoir prétendre obtenir un quelconque droit social, économique ou autre. En effet, certaines législations, notamment en matière sociale ou relatives aux CPAS, subordonnent l'octroi de droits ou d'avantages au fait d'être enregistré au Registre national des personnes physiques. Dans le cas d'espèce, dans la mesure où il s'agit non pas d'un enregistrement mais simplement d'une mention, les législations précitées ne pourront pas être évoquées ».

Pareille précision, qui a tout son sens dans un exposé des motifs, ne doit pas être traduite dans la disposition d'une loi ayant pour objet de régler le contenu du Registre national des personnes physiques.

Il appartient au législateur compétent en fonction de la matière concernée de régler, dans la législation qui garantit les droits en question, les effets liés selon le cas à la mention ou à l'enregistrement dans le Registre national.

L'article 2*bis*, alinéa 2, en projet sera en conséquence omis.

Articles 4 et 6

1. L'article 4*ter*, alinéa 2, en projet prévoit que

« [s]ont enregistrées et conservées au Registre national les informations relatives aux personnes visées à l'article 2*bis* et à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 9^o, 10^o et 13^o ».

Or l'article 3 de la loi précitée du 8 août 1983 dresse la liste des informations enregistrées et conservées par le Registre national « pour chaque personne », sans préciser donc qu'il ne s'agit que des personnes visées à l'article 2. Il y a donc lieu d'assurer la cohérence entre les deux dispositions soit en limitant le champ d'application de l'article 3 aux seules personnes visées à l'article 2, soit en précisant à l'article 4*ter* en projet que la disposition déroge à l'article 3.

2. Par ailleurs, l'article 3, alinéa 1^{er}, 10°, en projet concerne « la mention du registre dans lequel les personnes visées à l'article 2 sont inscrites ».

Or, par hypothèse, les personnes visées à l'article 2*bis* ne sont en principe pas inscrites dans un registre visé à l'article 2. En outre, l'article 4*ter* en projet ne prévoit pas formellement la création d'un « registre » des personnes visées à l'article 2*bis*.

3. L'auteur de l'avant-projet est invité à examiner si l'article 4*ter*, alinéa 3, en projet ne fait pas double emploi avec l'article 12, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', lequel a été exécuté notamment par l'arrêté royal du 30 octobre 1991 'relatif aux documents de séjour en Belgique de certains étrangers'.

Article 8

L'article 8 tend à insérer un article 5*bis* – et non 5*ter* – dans la loi précitée du 8 août 1983 afin d'habiliter le comité sectoriel du Registre national à autoriser l'accès aux données relatives aux personnes visées à l'article 2*bis*, sans autre précision.

Il est à mettre en relation avec l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, qui habilite déjà le comité sectoriel du Registre national à autoriser l'accès aux données relatives aux personnes visées à l'article 2, en précisant toutefois, notamment, les services, organismes et personnes auxquels le comité peut octroyer une autorisation ainsi que les critères à prendre en compte dans l'examen des demandes.

À la question de savoir pourquoi la disposition en projet n'avait pas été intégrée dans l'article 5 de la loi, le délégué du ministre a répondu comme suit :

« Quant au fait d'insérer un article distinct concernant l'accès aux données des personnes visées à l'article 2*bis*, l'intention est encore une fois de bien faire la distinction entre les personnes inscrites au Registre national et celles qui feront l'objet d'une mention.

Néanmoins, dans la mesure où rien ne justifie une procédure différente pour accéder à ces données, nous proposons de réécrire cet article 5*bis* de la façon suivante :

'Art. 5*bis*. Le comité sectoriel du Registre national visé à l'article 15 autorise l'accès aux données relatives aux personnes visées à l'article 2*bis*, selon les conditions et modalités prévues à l'article 5, étant entendu, d'une part, que les demandes visées à l'article 31*bis*, § 3, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, relatives au traitement ou à la communication des données relatives aux personnes visées à l'article 2*bis*, seront communiquées au Ministre des Affaires étrangères afin que ce dernier transmette au Comité sectoriel Registre national un avis technique et juridique endéans les quinze jours et, d'autre part, que la décision visée à l'alinéa 4 de l'article 5 sera également envoyée au Ministre des Affaires étrangères' ».

La disposition en projet sera modifiée en conséquence.

Article 9

1. L'article 9, 1^{er}, tend à modifier l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1991 'relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques' afin d'y prévoir l'hypothèse d'une inscription provisoire dans les registres de la population pour les

« personnes qui s'établissent dans un logement dont l'occupation permanente n'est pas autorisée pour des motifs de sécurité, de salubrité, d'urbanisme ou d'aménagement du territoire, tel que l'a constaté l'instance judiciaire ou administrative habilitée à ce faire ».

Cette inscription reste provisoire « tant que l'instance judiciaire ou administrative habilitée à ce faire n'a pas pris de décision ou de mesure en vue de mettre fin à la situation irrégulière ainsi créée ». Elle prend fin « dès que les personnes ont quitté le logement ou qu'il a été mis fin à la situation irrégulière ».

Comme l'indique l'exposé des motifs, la disposition en projet reproduit le texte d'une initiative parlementaire non aboutie sous l'ancienne législature, à savoir l'amendement n° 5 à une proposition de loi 'modifiant la législation relative aux registres de la population en ce qui concerne l'inscription de personnes installées dans certains logements dont l'occupation permanente n'est pas autorisée' ².

Cet amendement tendait à prendre en compte les observations formulées par le Conseil d'État dans son avis 53.416/2 donné le 17 juin 2013 sur les amendements n^{os} 3 et 4 à la même proposition de loi. Dans sa justification, l'amendement n° 5 précité indiquait d'ailleurs comment il prenait en compte les observations du Conseil d'État et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles certaines recommandations n'étaient pas suivies.

Pour une parfaite transparence, il serait utile que l'exposé des motifs de l'avant-projet à l'examen contienne également de tels développements ³.

2. Au 2^o, il y a lieu de prévoir une disposition réglant la situation des détenus n'ayant jamais été inscrits au registre de la population.

Article 10

À l'article 6, § 7, alinéa 3, en projet au 2^o, il serait plus correct d'écrire « prises en application de l'article 492/1 du Code civil » plutôt que « visées à l'article 492/1 du Code civil ».

² *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 323/8.

³ Il serait notamment opportun qu'il s'explique sur les raisons pour lesquelles la mesure en projet ne concerne pas l'inscription au registre d'attente et sur la manière dont il a été répondu aux observations n^{os} 2 et 3 de cet avis, en s'inspirant le cas échéant de ce qui est indiqué dans la justification de l'amendement n° 5.

Article 11

La phrase commençant par les mots « Le Roi fixe... », qui termine l'article 6bis, § 1^{er}, 1^o, en projet de la loi précitée du 19 juillet 1991, devrait figurer comme disposition autonome, en adaptant la rédaction, à l'article 60 de l'avant-projet relatif à son entrée en vigueur.

Article 14

Compte tenu du contexte dans lequel la loi du 14 janvier 2013 'modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile' a été adoptée et compte tenu surtout de ce qu'aucune de ses dispositions particulières n'a modulé dans le temps les effets des modifications qui ont été introduites par cette loi dans la loi du 31 décembre 1963 'sur la protection civile', il va de soi que ces modifications trouvent naturellement à s'appliquer depuis leur date d'entrée en vigueur, à savoir le 17 février 2013, aux décisions que les gouverneurs de province sont amenés à prendre relativement à la répartition définitive des frais admissibles exposés par les communes-centres de groupe depuis le 1^{er} janvier 2006 ⁴.

Par conséquent, la disposition à l'examen est inutile et doit être omise ⁵.

Article 15

Eu égard à l'observation formulée sous l'article 14, l'article 15 doit également être omis.

Cet article est d'ailleurs mal conçu car, si l'article 14 s'était avéré réellement nécessaire pour résoudre une difficulté particulière – *quod non* –, il eût alors fallu lui faire produire ses effets à la date du 17 février 2013 et non le faire entrer en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* ⁶.

Article 20

Le commentaire de l'article justifie la suppression de l'article 30 de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile' en ayant exclusivement égard à l'hypothèse dans laquelle le conseiller zonal a la qualité de bourgmestre.

⁴ Le 1^{er} janvier 2006 est la date à laquelle l'arrêté royal du 25 octobre 2006 'déterminant les normes applicables pour la fixation des frais admissibles et de la quote-part prévus à l'article 10 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile' est entré en vigueur, arrêté royal ayant été ensuite annulé par l'arrêt n° 204.782 du 4 juin 2010 du Conseil d'État.

⁵ Si elle s'avérait utile, *quod non*, elle devrait d'ailleurs prendre la forme d'une disposition interprétative puisqu'elle vise à conférer aux modifications contenues dans la loi du 14 janvier 2013 le sens que, dès leur adoption, le législateur a voulu leur donner et qu'elles pouvaient raisonnablement recevoir.

⁶ Et si l'article 14 prenait la forme d'une disposition interprétative, ce qui n'est pas non plus nécessaire, l'article 15 serait de toute façon inutile puisqu'une disposition législative interprétative est, par nature, appelée à sortir ses effets à la date d'entrée en vigueur du texte qu'elle interprète.

Or, l'article 24 de la loi envisage également le cas particulier dans lequel la fonction de conseiller zonal est exercée par un membre du conseil provincial.

L'auteur du projet vérifiera dès lors si l'abrogation qu'il prévoit en considération de l'hypothèse où la fonction de conseiller zonal est exercée de plein droit par le bourgmestre est également pertinente pour l'hypothèse dans laquelle cette fonction est exercée par un membre du conseil provincial.

Article 28

1. Il n'est pas utile de renuméroter les alinéas existants en paragraphes puisque chacun des paragraphes de l'article tel qu'il sera modifié par l'avant-projet ne comportera qu'un alinéa.

2. Au 3°, concernant le paragraphe 3 en projet, il revient au législateur de déterminer lui-même les éléments essentiels des conditions d'octroi des subventions envisagées par la disposition en projet.

La disposition sera adaptée en ce sens.

Article 35

La version française de l'article doit être rédigée comme dans la version néerlandaise de l'avant-projet, conformément à ce qui est exposé dans le commentaire de la disposition.

Article 36

L'auteur de l'avant-projet veillera à s'assurer qu'il n'existe pas d'incohérence entre la phrase en projet et l'article 219/1 de la loi, non modifié par l'avant-projet, qui paraît énoncer une règle inverse à celle ici envisagée.

Article 40

À l'article 219/2, § 1^{er}, en projet, c'est à la loi, et non au Roi, qu'il revient de déterminer les éléments essentiels des conditions d'octroi et du montant de la subvention envisagée.

Article 43

Dans le texte en projet, il faut écrire « des zones de secours » et non « les zones de secours ».

Article 44

D'un point de vue formel, il convient de citer la loi qui est modifiée par son intitulé complet et il n'est pas utile de mentionner par quels mots commencent ou se terminent les phrases qui sont abrogées, ce qui vaut *mutatis mutandis* pour la suite de l'avant-projet ⁷.

Article 46

1. Au 1°, dans la version française, le texte en projet doit, comme dans la version néerlandaise, débiter par la conjonction « ou ».
2. Au 2°, le texte en projet serait mieux rédigé comme suit : « et que les obligations en matière d'assurance prévues au chapitre II ont été accomplies ».

Article 48

1. Au 1°, le Conseil d'État n'aperçoit pas pourquoi « l'alinéa 4 ancien » pourrait devenir « l'alinéa 3 » dès lors qu'aucun des alinéas qui le précède n'est abrogé.
2. Compte tenu de l'observation qui précède, le 2° doit ajouter l'alinéa en projet sous la forme d'un alinéa 5 et non sous celle d'un alinéa 4.

Article 52

Au 1°, dans le texte en projet, il faut écrire « de son siège social » et non « de leur siège social ».

Article 54

Le paragraphe 13 en projet serait mieux rédigé comme suit :

« § 13. La durée de validité des autorisations d'entreprise de sécurité maritime délivrées avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe est portée à trois ans à dater de leur prise d'effet ».

⁷ Voir, par exemple, l'article 56, 1°, de l'avant-projet.

Articles 55 et 57

Dès lors que les articles examinés prévoient que des dispositions de l'avant-projet qui contiennent des obligations d'agir dans un sens déterminé ou de poser des actes matériels entrent en vigueur au jour de leur publication, ils ne laissent pas aux destinataires de ces dispositions un temps suffisant pour leur permettre d'en prendre connaissance et de s'y conformer.

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit en tout cas pas quelle exigence répondant aux principes de proportionnalité et de sécurité juridique pourrait justifier qu'en l'espèce les règles concernées n'entrent pas en vigueur selon la règle usuelle, soit dix jours après leur publication au *Moniteur belge*.

Les articles 55 et 57 seront réexaminés à la lumière de la présente observation.

Article 56

Au 2°, dans le texte en projet, il faut écrire « Les données visées à l'alinéa 1^{er}, 9°, ... » et non « Les données telles que visées à la disposition 9° de l'alinéa premier... ».

Article 60

Conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', les lois « sont obligatoires dans tout le royaume le dixième jour après celui de leur publication, à moins que la loi n'ait fixé un autre délai ».

La disposition en projet est dès lors inutile et doit être omise et remplacée par celle dont l'insertion est suggérée par l'observation formulée sur l'article 11.

Il est également renvoyé aux observations formulées sur les articles 15, 55 et 57.

OBSERVATION FINALE

L'exposé des motifs doit être adapté afin d'éviter d'annoncer des dispositions qui ne figurent pas dans le dispositif.

Ainsi, par exemple, la partie de l'exposé des motifs portant sur la lutte contre la piraterie maritime évoque notamment une disposition qui fait déjà l'objet d'un projet de loi, à savoir celui 'portant modification de la loi du 16 janvier 2013 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la piraterie maritime' actuellement soumis aux délibérations de la Chambre des représentants⁸.

*

⁸ *Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 1199/001.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. Zoals het ontworpen artikel 2bis van de wet van 8 augustus 1983 ‘tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen’ is gesteld, heeft het niet uitsluitend betrekking op personen met een vreemde nationaliteit, terwijl het, luidens de memorie van toelichting, de bedoeling is dat alleen de vreemdelingen worden beoogd die krachtens verschillende internationale verdragen beschikken over een bijzondere verblijfsvergunning.

Voorts is de nagestreefde doelstelling, nog steeds luidens de memorie van toelichting, het vermijden van dubbele vermeldingen. De ontworpen bepaling sluit evenwel niet uit dat personen, zelfs personen met een vreemde nationaliteit, zowel onder het ontworpen artikel 2bis vallen als ingeschreven worden in de bevolkingsregisters.

De steller van het voorontwerp dient zich af te vragen of het niet beter zou zijn ofwel de in artikel 2bis opgesomde categorieën van personen beter af te bakenen om te vermijden dat daarin de personen worden beoogd die ingeschreven worden in de registers genoemd in artikel 2, ofwel de wettelijke bepalingen met betrekking tot de bevolkingsregisters te wijzigen zodanig dat de in artikel 2bis bedoelde personen daarin niet meer kunnen worden ingeschreven.¹

Ten slotte rijst de vraag of het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp om eveneens de ambtenaren en andere werknemers van de Europese Unie te beogen van wie de

¹ De “bijzondere verblijfsvergunning” waarvan sprake is in de memorie van toelichting wordt inderdaad afgegeven overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 oktober 1991 ‘betreffende de documenten voor het verblijf in België van bepaalde vreemdelingen’, dat als rechtsgrond de artikelen 10, § 1, eerste lid, 1°, en 12 van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ heeft. Artikel 10, § 1, eerste lid, 1°, van die wet bepaalt:

“[...] zijn van rechtswege toegelaten om meer dan drie maanden in het Rijk te verblijven:

1° de vreemdeling wiens recht op verblijf erkend wordt door een internationaal verdrag, door een wet of door een koninklijk besluit”.

Krachtens artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 19 juli 1991 ‘betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen’, worden meer bepaald “de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om voor een langere termijn dan drie maanden in het Rijk te verblijven” evenwel ingeschreven in de bevolkingsregisters.

vermelding in de bevolkingsregisters geregeld is bij artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 ‘betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister’.

2. Zoals het ontworpen artikel 2bis, eerste lid, tweede en derde streepje, is gesteld, kan het gelezen worden, hoewel dat niet de bedoeling kan zijn, alsof daarbij een diplomatieke status wordt toegekend aan alle personeelsleden en ambtenaren die daarin worden vermeld.

Om dat probleem te vermijden, dient telkens de komma voor en na woorden “die de diplomatieke status genieten” te worden weggelaten.

3. In het ontworpen artikel 2bis, tweede en zevende streepje, komt het begrip “personeelsleden” in de Franse tekst van het voorontwerp overeen met de woorden “membres du personnel”, terwijl in de bepaling onder het derde streepje dat begrip overeenstemt met het begrip “agents”.

De terminologie dient te worden geharmoniseerd, waarbij erop moet worden gelet dat de opgesomde onderscheiden categorieën van personen niet door elkaar worden gehaald.

4. In de memorie van toelichting wordt het volgende gesteld:

“Het feit te worden vermeld in het Rijksregister laat op geen enkele manier toe sociale, economische of andere rechten te verwerven. Sommige wetgevingen meer bepaald op sociaal vlak of met betrekking tot het OCMW maken de toekenning van rechten of voordelen onderhevig aan de registratie in het Rijksregister. In dit geval echter, daar het hier niet gaat over een inschrijving maar een eenvoudige vermelding, kunnen de hierboven vernoemde wetgevingen niet van toepassing zijn.”

Een dergelijke verduidelijking, die geheel op haar plaats is in een memorie van toelichting, dient niet te worden omgezet in de bepaling van een wet die strekt tot de regeling van de inhoud van het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het staat aan de wetgever die bevoegd is voor de materie in kwestie om, in de wetgeving die de betreffende rechten waarborgt, de gevolgen te regelen die naargelang het geval verbonden zijn aan de vermelding of de inschrijving in het Rijksregister.

Het ontworpen artikel 2bis, tweede lid, moet bijgevolg worden weggelaten.

Artikels 4 en 6

1. Het ontworpen artikel 4ter, tweede lid, bepaalt:

“Worden (lees: wordt) geregistreerd en bewaard door het Rijksregister, de informatie met betrekking tot de personen bedoeld in artikel 2bis en in art 3, 1° lid (lees: eerste lid), 1° tot 9°, 10° en 13°”.

In artikel 3 van de voornoemde wet van 8 augustus 1983 wordt evenwel de lijst opgegeven van de informatie die “voor ieder persoon” in het Rijksregister wordt opgenomen en bewaard, zonder dat dus wordt gepreciseerd dat het enkel gaat om de personen bedoeld in

artikel 2. Er dient bijgevolg gezorgd te worden voor samenhang tussen de twee bepalingen, hetzij door het toepassingsgebied van artikel 3 te beperken tot uitsluitend de personen bedoeld in artikel 2, hetzij door in het ontworpen artikel 4^{ter} te verduidelijken dat de bepaling afwijkt van artikel 3.

2. Het ontworpen artikel 3, eerste lid, 10°, betreft overigens “de vermelding van het register waarin de in artikel 2 bedoelde personen zijn ingeschreven”.

Logischerwijze worden de in artikel 2^{bis} bedoelde personen in principe evenwel niet ingeschreven in één van de registers, genoemd in artikel 2. Bovendien voorziet het ontworpen artikel 4^{ter} niet uitdrukkelijk in het aanleggen van een “register” van de personen bedoeld in artikel 2^{bis}.

3. De steller van het voorontwerp wordt verzocht te onderzoeken of het ontworpen artikel 4^{ter}, derde lid, geen onnodige herhaling is van artikel 12, derde lid, van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ waaraan, meer bepaald, uitvoering is gegeven bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1991 ‘betreffende de documenten voor het verblijf in België van bepaalde vreemdelingen’.

Artikel 8

Artikel 8 strekt tot de invoeging van een artikel 5^{bis} – en niet 5^{ter} – in de voornoemde wet van 8 augustus 1983 teneinde het sectoraal comité van het Rijksregister te machtigen toegang te verlenen tot de gegevens met betrekking tot de personen bedoeld in artikel 2^{bis}, zonder verdere toelichting.

Dit artikel dient in verband te worden gebracht met artikel 5 van de voornoemde wet van 8 augustus 1983, waarbij het sectoraal comité van het Rijksregister reeds wordt gemachtigd toegang te verlenen tot de gegevens met betrekking tot de personen bedoeld in artikel 2, met opgave evenwel van meer bepaald de diensten, instellingen en personen aan wie het comité een machtiging kan verlenen alsook van de criteria die in aanmerking moeten worden genomen bij het onderzoek van de aanvragen.

Op de vraag waarom de ontworpen bepaling niet is opgenomen in artikel 5 van de wet heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Quant au fait d’insérer un article distinct concernant l’accès aux données des personnes visées à l’article 2^{bis}, l’intention est encore une fois de bien faire la distinction entre les personnes inscrites au Registre national et celles qui feront l’objet d’une mention.

Néanmoins, dans la mesure où rien ne justifie une procédure différente pour accéder à ces données, nous proposons de réécrire cet article 5^{bis} de la façon suivante:

‘Art. 5^{bis}. Le comité sectoriel du Registre national visé à l’article 15 autorise l’accès aux données relatives aux personnes visées à l’article 2^{bis}, selon les conditions et modalités prévues à l’article 5, étant entendu, d’une part, que les demandes visées à

l'article 31*bis*, § 3, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, relatives au traitement ou à la communication des données relatives aux personnes visées à l'article 2*bis*, seront communiquées au Ministre des Affaires étrangères afin que ce dernier transmette au Comité sectoriel du Registre national un avis technique et juridique endéans les quinze jours et, d'autre part, que la décision visée à l'alinéa 4 de l'article 5 sera également envoyée au Ministre des Affaires étrangères”.

Gelet op het antwoord van de gemachtigde van de minister dient de ontworpen bepaling te worden gesteld als volgt:

“Art. 5*bis*. Het sectoraal comité van het Rijksregister bedoeld in artikel 15 verleent machtiging tot toegang tot de gegevens met betrekking tot de personen bedoeld in artikel 2*bis*, volgens de voorwaarden en nadere regels van artikel 5, met dien verstande dat, enerzijds, de aanvragen bedoeld in artikel 31*bis*, § 3, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, betreffende de verwerking of de mededeling van gegevens met betrekking tot de personen bedoeld in artikel 2*bis*, worden medegedeeld aan de minister van Buitenlandse Zaken opdat hij binnen vijftien dagen aan het sectoraal comité van het Rijksregister een technisch en juridisch advies voorlegt en, anderzijds, de beslissing bedoeld in het vierde lid van artikel 5 eveneens naar de minister van Buitenlandse Zaken wordt gestuurd.”

Artikel 9

1. Artikel 9, 1°, strekt tot de wijziging van artikel 1 van de wet van 19 juli 1991 ‘betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen’, zodat daarin wordt voorzien in het geval van een voorlopige inschrijving in de bevolkingsregisters voor :

“personen die zich vestigen in een woning waarin permanente bewoning niet is toegelaten om redenen van de veiligheid, de gezondheid, het urbanisme of de ruimtelijke ordening, zoals vastgelegd door de daartoe bevoegde gerechtelijke of administratieve instantie”.

Die inschrijving blijft voorlopig “zolang de hiertoe bevoegde gerechtelijke of administratieve instantie geen beslissing of maatregel heeft genomen om een einde te maken aan de aldus geschapen onregelmatige toestand”. Ze neemt een einde “zodra de personen de woning hebben verlaten of een einde wordt gesteld aan de onrechtmatige toestand”.

Zoals wordt aangegeven in de memorie van toelichting wordt in de ontworpen bepaling de tekst overgenomen van een wetgevend initiatief waarover niet meer kan worden gestemd in de vorige legislatuur, namelijk amendement nr. 5 op een voorstel van wet ‘tot wijziging van de wetgeving op de bevolkingsregisters wat betreft de inschrijving van personen gevestigd in bepaalde woningen waarin permanente bewoning niet is toegelaten’.²

Dat amendement strekte ertoe rekening te houden met de opmerkingen die de Raad van State op 17 juni 2013 had geformuleerd in zijn advies 53.416/2 over de amendementen

² *Parl.St.* Kamer 2012-2013, nr. 323/8.

nrs 3 en 4 op hetzelfde wetsvoorstel. In de verantwoording van het voornoemde amendement nr. 5 werd overigens aangegeven op welke manier rekening werd gehouden met de opmerkingen van de Raad van State en, in voorkomend geval, waarom bepaalde aanbevelingen niet werden gevolgd.

Voor een optimale transparantie zou het nuttig zijn dat in de memorie van toelichting bij het voorliggende voorontwerp eveneens een dergelijke uiteenzetting wordt opgenomen.³

2. Onder 2° dient een bepaling te worden opgenomen waarin de toestand wordt geregeld van de gedetineerden die nooit zijn ingeschreven in het bevolkingsregister.

Artikel 10

In de bepaling onder 2° behoort het ontworpen artikel 6, § 7, derde lid, juist gesteld te worden als volgt “bij wijze van een rechterlijke beschermingsmaatregel betreffende de persoon of de goederen van de persoon, getroffen met toepassing van artikel 492/1 van het Burgerlijk Wetboek,” in plaats van “als in artikel 492/1 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde rechterlijke beschermingsmaatregel betreffende de persoon of de goederen van de persoon”.

Artikel 11

De laatste zin van het ontworpen artikel 6bis, § 1, 1°, van de voornoemde wet van 19 juli 1991, die begint met de woorden “De Koning bepaalt ...”, zou opgenomen moeten worden als een op zichzelf staande bepaling in artikel 60 van het voorontwerp met betrekking tot de inwerkingtreding ervan, waarbij de tekst ervan wordt aangepast.

Artikel 14

Gelet op de context waarin de wet van 14 januari 2013 ‘tot wijziging van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming’ is aangenomen, en vooral gelet op het feit dat geen van de bijzondere bepalingen van die wet de wijzigingen die erbij worden aangebracht in de wet van 31 december 1963 ‘betreffende de civiele bescherming’ op verschillende data in werking laat treden, spreekt het vanzelf dat die wijzigingen vanaf de datum van inwerkingtreding ervan, te weten 17 februari 2013, van toepassing zijn op de beslissingen die de provinciegouverneurs moeten nemen in verband met de definitieve verdeling van de in aanmerking komende kosten gemaakt door de gemeenten-groepscentra sinds 1 januari 2006.⁴

³ Het zou inzonderheid wenselijk zijn dat daarin wordt uitgelegd waarom de ontworpen maatregel geen betrekking heeft op de inschrijving in het wachtregister en op welke wijze er gevolg is gegeven aan de opmerkingen nrs. 2 en 3 van dit advies, waarbij in voorkomend geval uitgegaan kan worden van wat is aangegeven in de verantwoording van amendement nr. 5.

⁴ 1 januari is de datum waarop het koninklijk besluit van 25 oktober 2006 ‘tot vaststelling van de normen voor de bepaling van de in aanmerking komende kosten en het aandeel, bedoeld in artikel 10 van de wet van

De voorliggende bepaling is bijgevolg nutteloos en dient te worden weggelaten.⁵

Artikel 15

Gelet op de onder artikel 14 gemaakte opmerking, dient artikel 15 eveneens te worden weggelaten.

Dat artikel is overigens slecht gesteld want, als artikel 14 werkelijk nodig was geweest om een bepaalde moeilijkheid te verhelpen – *quod non* –, dan had het uitwerking moeten hebben op 17 februari 2013 in plaats van in werking te treden op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.⁶

Artikel 20

In de bespreking van het artikel wordt in de verantwoording die gegeven wordt voor de opheffing van artikel 30 van de wet van 15 mei 2007 'betreffende de civiele veiligheid' enkel rekening gehouden met het geval waarin het zoneraadslid burgemeester is.

Artikel 24 van de wet voorziet echter ook in het bijzondere geval waarin het ambt van zoneraadslid uitgeoefend wordt door een lid van de provincieraad.

De steller van het ontwerp moet dan ook nagaan of de opheffing waarin hij voorziet en waarbij hij uitgaat van het geval waarin het ambt van zoneraadslid van rechtswege uitgeoefend wordt door de burgemeester, ook opgaat voor het geval waarin dit ambt uitgeoefend wordt door een lid van de provincieraad.

Artikel 28

1. De bestaande leden hoeven niet te worden vernummerd tot paragrafen, aangezien elke paragraaf van het artikel zoals dat gewijzigd wordt bij het voorontwerp, slechts uit één lid zal bestaan.

2. In de bepaling onder 3°, die de ontworpen paragraaf 3 betreft, dient de wetgever zelf de belangrijkste elementen vast te stellen van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies die in de ontworpen bepaling in uitzicht gesteld worden.

31 december 1963 betreffende de civiele bescherming' in werking is getreden, welk koninklijk besluit vervolgens is vernietigd bij arrest nr. 204.782 van 4 juni 2010 van de Raad van State.

⁵ Als de bepaling nuttig was geweest, *quod non*, zou ze overigens de vorm moeten hebben gehad van een uitleggingsbepaling aangezien ze aan de wijzigingen vervat in de wet van 14 januari 2013 de betekenis geeft die, vanaf het ogenblik dat ze zijn aangenomen, de wetgever eraan heeft willen geven en die ze redelijkerwijze konden krijgen.

⁶ En als artikel 14 de vorm zou aannemen van een uitleggingsbepaling, wat ook niet noodzakelijk is, dan nog zou artikel 15 nutteloos zijn geweest aangezien een wettelijke uitleggingsbepaling van nature uitwerking heeft op de datum van inwerkingtreding van de regeling die daarbij wordt uitgelegd.

De bepaling moet in die zin worden aangepast.

Artikel 35

De Franse tekst van het artikel moet worden geredigeerd zoals de Nederlandse tekst van het voorontwerp, zodat hij aansluit bij hetgeen uiteengezet is in de bespreking van de bepaling.

Artikel 36

De steller van het voorontwerp moet zich ervan vergewissen dat er geen inconsistentie bestaat tussen de ontworpen zin en artikel 219/1 van de wet, dat niet gewijzigd wordt bij het voorontwerp en waarin een regel lijkt te zijn neergelegd die het omgekeerde zegt van de hier in uitzicht gestelde regel.

Artikel 40

In het ontworpen artikel 219/2, § 1, dient de wetgever, en niet de Koning, de belangrijkste elementen vast te stellen van de voorwaarden voor de toekenning van de in uitzicht gestelde subsidie, en van het bedrag ervan.

Artikel 43

In de Franse tekst van de ontworpen bepaling moet “des zones de secours” in plaats van “les zones de secours” geschreven worden.

Artikel 44

Wat de vorm betreft, moet de wet die gewijzigd wordt, worden vermeld met haar volledige opschrift. Het is niet nodig de woorden te vermelden waarmee de zinnen die opgeheven worden, beginnen of eindigen. Dit geldt *mutatis mutandis* voor het vervolg van het voorontwerp.⁷

Artikel 46

1. Onder 1° moet de Franse tekst van de ontworpen bepaling, overeenkomstig de Nederlandse versie, beginnen met het voegwoord “ou”.
2. Onder 2° zou het beter zijn de ontworpen bepaling als volgt te redigeren: “en de verzekeringsverplichtingen vermeld in hoofdstuk II nagekomen zijn”.

⁷ Zie bijvoorbeeld artikel 56, 1°, van het voorontwerp.

Artikel 48

1. Wat de bepaling onder 1° betreft, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk hoe “het vroegere vierde lid” “het derde lid” zou kunnen worden, aangezien geen enkel eraan voorafgaand lid opgeheven wordt.
2. Gelet op de voorgaande opmerking, moet het onder 2° ontworpen lid toegevoegd worden in de vorm van een vijfde lid, en niet in de vorm van een vierde lid.

Artikel 52

Onder 1°, moet in de ontworpen tekst “van haar maatschappelijke zetel” en niet “van hun maatschappelijke zetel” geschreven worden.

Artikel 54

De ontworpen paragraaf 13 zou beter als volgt geredigeerd worden:

“§ 13. De geldigheidsduur van de vergunningen voor maritieme veiligheidsondernemingen die verstrekt zijn vóór de inwerkingtreding van deze paragraaf, wordt opgetrokken tot drie jaar te rekenen vanaf de datum waarop ze ingaan”.

Artikelen 55 en 57

Doordat de voorliggende artikelen voorschrijven dat sommige bepalingen van het voorontwerp waaruit verplichtingen voortvloeien om in een welbepaalde zin op te treden of om materiële handelingen te stellen, in werking treden op de dag van de bekendmaking ervan, laten die artikelen de adressaten van die bepalingen onvoldoende tijd om er kennis van te nemen en zich ernaar te richten.

Het is de afdeling Wetgeving van de Raad van State hoe dan ook niet duidelijk op grond van welk vereiste dat in overeenstemming is met het evenredigheids- en het rechtszekerheidsbeginsel verantwoord zou kunnen worden dat de bedoelde regels in het onderhavige geval niet in werking treden volgens de gebruikelijke regel, namelijk tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De artikelen 55 en 57 moeten in het licht van deze opmerking herzien worden.

Artikel 56

Onder 2°, moet in de ontworpen tekst “De in het eerste lid, 9°, bedoelde gegevens (...)” en niet “De gegevens zoals bedoeld in bepaling 9° van het eerste lid (...)” geschreven worden.

Artikel 60

Overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’ zijn de wetten “verbindend in het gehele Rijk de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij de wet een andere termijn heeft bepaald”.

De ontworpen bepaling is bijgevolg overbodig. Ze moet derhalve vervallen en worden vervangen door de bepaling waarvan de invoeging in overweging wordt gegeven in de opmerking bij artikel 11.

Er wordt tevens verwezen naar de opmerkingen bij de artikelen 15, 55 en 57.

SLOTOPMERKING

De memorie van toelichting moet worden aangepast om te voorkomen dat bepalingen aangekondigd worden die niet voorkomen in het dispositief.

Zo bijvoorbeeld is in het deel van de memorie van toelichting dat betrekking heeft op de strijd tegen maritieme piraterij, inzonderheid sprake van een bepaling die reeds deel uitmaakt van een wetsontwerp, te weten het wetsontwerp ‘tot wijziging van de wet van 16 januari 2013 houdende diverse maatregelen betreffende de strijd tegen maritieme piraterij’ dat momenteel ter beraadslaging aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers is voorgelegd.⁸

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

⁸ Parl.St. Kamer 2014-2015, nr. 1199/001.